

OCTOBRE – OCTOBER 2014



De gauche à droite / From left to right:
Rob Finucan, Jason Godin, Paul Dewar, Randall Garrison, Mathieu Ravignat

Le syndicat informe des députés du NPD fédéral sur des problèmes urgents

Union briefs federal NDP MPs on pressing issues

Le Parlement a repris ses activités dans un contexte qui tient compte des prochaines élections fédérales. UCCO-SACC-CSN a donc renoué ses contacts politiques en rencontrant trois députés du NPD à Ottawa le 22 septembre dernier, soit le critique des Affaires étrangères, Paul Dewar, le critique de la Sécurité publique, Randall Garrison et le critique du Conseil du Trésor, Mathieu Ravignat, afin de discuter de plusieurs enjeux.

As Parliament resumed in the lead-up to a federal election, UCCO-SACC-CSN renewed its political contacts during a meeting with three leading NDP MPs in Ottawa September 22. The union met with Foreign Affairs critic Paul Dewar, Public Safety critic Randall Garrison and Treasury Board critic Mathieu Ravignat to discuss a variety of issues.

Le syndicat était représenté par le Second Vice-président National, Jason Godin, le Président régional de l'Ontario, Rob Finucan et le conseiller syndical, Lyle Stewart. Nous avons remercié monsieur Dewar pour la demande présentée l'été dernier au directeur parlementaire du budget afin d'obtenir les données réelles au sujet des coûts des congés de maladie des fonctionnaires fédéraux. Ces chiffres sont venus contredire ce que prétendait le gouvernement conservateur, motivé par des considérations politiques. Monsieur Dewar a promis d'aider le syndicat dans ses recherches sur des sujets particuliers susceptibles de contribuer à protéger des avantages cruciaux pour les agents correctionnels.

Ils ont tous convenu que le gouvernement se servait des congés de maladie comme d'un bâton politique pour susciter l'animosité contre la fonction publique. Nous avons promis de faire savoir à monsieur Ravignat si le Conseil du Trésor nous présente les mêmes propositions concernant les congés de maladie qu'à tous les autres groupes, après nos rencontres de négociation prévues pour la mi-octobre. Nous leur avons aussi expliqué que nos dispositions relatives aux congés de maladie sont nettement différentes de celles des autres travailleurs de la fonction publique. Bien qu'ils l'ignoraient, ils ont dit qu'ils comprenaient tout à fait que ce soit le cas, compte tenu de la nature de notre travail.

Dans la même veine, le projet de loi C-4 (le projet de loi omnibus d'exécution du budget), qui va changer la définition de la notion de danger dans le Code canadien du travail, est un autre exemple de centralisation du gouvernement Harper, a dit monsieur Ravignat. « C'est une tendance : tout est concentré dans les bureaux du ministre », a-t-il dit.

Le syndicat a informé les députés des taux croissants de violence dans les établissements fédéraux, et a mentionné que les risques pour nos membres ne cessent d'augmenter puisque le gouvernement réduit notre capacité de faire face aux dangers sur nos lieux de travail et nous retire les avantages des congés de maladie. Monsieur Garrison a approuvé cette observation, et il a déclaré que « les agents correctionnels font face à plus d'incidents violents dans leur travail que les agents de police. »

Finalement, le syndicat a réitéré son plaidoyer pour une Loi sur le prélèvement d'échantillons de sang. Monsieur Garrison ne savait pas que ce projet de loi d'initiative parlementaire était en attente (projet de loi C-446). Il a demandé quelle était la situation dans les provinces, et si les dispositions étaient semblables à ce qui était proposé dans le projet de loi C-446. Nous lui avons dit que nous n'étions pas certains que les dispositions étaient les mêmes, mais nous avons indiqué que sept provinces sur dix avaient adopté ce type de protection pour les agents correctionnels. Il a promis de se renseigner sur les deux projets de loi d'initiative parlementaire présentés par le gouvernement et de vérifier ce qu'était la situation ailleurs.

Représenté par Second National Vice-President Jason Godin, Ontario Regional President Rob Finucan and union advisor Lyle Stewart, we thanked Mr. Dewar for his well-timed request this summer to the Parliamentary Budget Officer for factual data that contradicted the Conservative government's political motivated claims of sick-leave costs for federal public servants. He promised to help the union in its research on specific subjects that would help defend crucial benefits for correctional officers.

They all agreed that the government is using sick leave as a political stick to whip up animosity against the public sector. We promised to let Mr. Ravignat know if Treasury Board tables the same sick leave proposals with us as all the other groups following our meeting negotiation dates set for mid-October. We also explained to them that we have distinctly different sick leave provisions that other public sector workers. Although they did not know that we had sick leave provisions that are different than other groups they completely understood why we do given the nature of our work.

Likewise, the amendment in Bill C-4 (the omnibus budget implementation legislation) that will weaken the definition of danger in the Canada Labour Code is another example of centralization by the Harper government, said Mr. Ravignat. "This is a trend: everything is being concentrated in the ministers' offices," he said.

The union briefed the MPs on rising rates of violence in federal institutions, and noted that the threat to our members is growing even as the government reduces our ability to deal with dangerous workplaces and takes away sick leave benefits. Mr. Garrison agreed with this observation, and noted, "Correctional officers face more violent incidents in their jobs than police officers."

Lastly, the union renewed its case for a Blood Samples Act. Mr. Garrison was unaware of where this private members bill was sitting (Bill C-446). He asked about other provincial jurisdictions and if the language was similar to what had been introduced in C-446. We explained to him that we were not sure about the language being the same but indicated that seven out of 10 provinces have this type of protection for correctional officers. He promised to make some inquiries on both private members' bills introduced by the government and check on what other jurisdictions have.